



Edito

Ce premier semestre 2017 a été l'occasion pour le ReSaD de finaliser le module de form'action des collectivités locales au montage de projet de gestion durable des terres. Après les form'actions tests réalisées dans les 5 pays, le travail de mise en page et d'édition des supports de form'action a été fait et permettra une présentation de ce nouvel outil lors d'un side event à la COP 13 à Ordos en septembre. Le film permettant la valorisation de ce module est finalisé et l'ensemble des documents liés à ce module, est disponible en ligne sur le site du ReSaD : www.resad-sahel.org.

En parallèle, le réseau a donc commencé à préparer la diffusion de cet outil d'accompagnement des collectivités locales, et de ses compétences en matière de gestion durable des terres au Sahel. Dans ce cadre, le travail en partenariat avec l'IUCN pour le projet "Closing the gaps between stakeholders within the Great Green Wall Initiative" s'est concrétisé et les activités vont pouvoir commencer dès la fin de l'année 2017.

Convité au premier comité de pilotage qui est tenu à Addis Abeba en mars 2017, le ReSaD a proposé la réalisation de formations de formateurs pour le premier semestre 2018, permettant aux 5 pays de disposer d'un pool de formateurs formés à l'utilisation spécifique de cet outil d'accompagnement. Considérant que l'élaboration de ce module n'est pas une fin en soi et qu'il faut maintenant l'utiliser pour aider au développement de la gestion durable des terres dans les territoires, les ReSaDiens poursuivent donc aujourd'hui la construction de partenariat dans le cadre de projets souhaitant s'appuyer sur cet outil. Un travail d'envergure donc, mais qui suscite un réel engouement collectif!

Module de form'action :
la démarche et les livrables du projet sont disponibles sur www.resad-sahel.org



Form'action à Torodi, Niger

La construction du module de form'action des collectivités locales au montage de projet de Gestion Durable des Terres, dont une partie des contenus ont été produit lors des ateliers régionaux de Niamey et de Ouagadougou, a aboutit en début d'année.

La form'action forme et accompagne les élus et représentants de services techniques de la collectivité, en alliant la théorie de l'ingénierie de projet et la mise en pratique : à partir d'une idée de projet de GDT, les participants élaborent ensemble les éléments constitutifs d'un projet opérationnel.

La form'action s'articule donc autour de 5 étapes : 1. Analyser son territoire et présenter l'idée de projet, 2. Élaborer sa stratégie d'intervention et structurer son projet, 3. Intégrer la communication dans son projet opérationnel, 4. Élaborer son budget prévisionnel et son plan de financement et 5. Préparer la suite de la form'action et finaliser son document de projet.

Ces étapes organisent pas à pas le cheminement vers le livrable final de la form'action, à savoir une ébauche de document de projet. En mettant directement les acquis en pratique, sur un projet qui la concerne, et en alternant des séances en salle et sur le terrain, la collectivité va ainsi renforcer ses capacités ce qui lui permettra de réutiliser cette démarche en interne lors de la construction d'un nouveau microprojet.

Un test grandeur nature

De mars à mai 2017, les réseaux de la société civile ont testé le module de form'action sur le terrain ; ils ont pour cela fait appel dans chaque pays, à des binômes de formateurs, issus de structures d'appui au développement des collectivités, telles que la Grande Muraille Verte (Niger), l'Agence Régionale de Développement (Sénégal) ou encore le Programme National de Partenariat pour la GDT et Inadès formation (Burkina Faso).



Form'action, Niger

AU NIGER

Dans la commune de Torodi, des élus et des représentants de services techniques ont été accompagnés au mois de mars pour mettre en commun leurs compétences et leur vision du développement du territoire. Ils ont ainsi fait mûrir leur idée de restaurer 50 hectares de terres dégradées, situées sur le plateau de Niamba, pour une valorisation pastorale.

Ils ont d'abord procédé collectivement au diagnostic du territoire et à l'analyse de la cohérence entre leur idée de projet et leur Plan de Développement Communal. Les échanges sur le diagnostic ont mis en lumière le fait que les troupeaux transhumants restent moins longtemps sur le territoire de la commune, privant les marchés de viandes et d'autres produits animaux. Cela est dû à la dégradation des pâturages de la commune, conséquence de la coupe du bois, et de l'extension de l'agriculture. Le projet de réhabilitation du plateau de Niamba, par l'installation de demi-lunes forestières, permettra donc de répondre à cet enjeu de la commune de Torodi.

Un des temps forts de la form'action a été la réunion avec les parties prenantes du projet (commissions foncières de base, AREN, Plateforme Innovation, chefs de village) qui ont pu questionner la commune sur leurs rôles attendus et confirmer l'intérêt partagé d'un tel projet de restauration du plateau de Niamba.



Form'action atelier préparatoire, Mali

AU MALI

Au Mali, la form'action a eu lieu en mai, dans la commune rurale de Nioro Tougoné Rangabé (Cercle de Nioro du Sahel). Cette commune est située dans une zone d'élevage, elle est donc traversée par de grands troupeaux de bovins, ovins et caprins. L'élevage extensif sur lequel repose l'économie des populations est cependant menacé par la diminution et la variabilité des pluies. La maîtrise de l'eau, apparaît comme une nécessité vitale pour assurer l'abreuvement des animaux mais également pour le développement d'activités agricoles couvrant les besoins alimentaires des familles.

Les représentants de la commune de Nioro Tougoné Rangabé ont donc proposé un projet visant à améliorer l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle de la population. Il s'appuie sur la création d'un barrage de retenue d'eau dans la zone de Hamaké, et l'appui à la création d'AGR pour les populations riveraines. Le projet impliquera la population, en veillant à intégrer notamment les femmes et les jeunes, par la création de comités locaux de gestion du barrage et des AGR.

AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, la form'action s'est déroulée en avril auprès de représentants de la commune rurale de Tikaré située dans la région du Centre-Nord. Cette commune, principalement agricole, a connu plusieurs interventions en matière de GDT, centrées sur la protection et la récupération de terres dégradées au moyen d'aménagements de retenue des eaux de surfaces. Cependant, ces interventions ont été portées et réalisées par des partenaires de la commune, dont des organisations de la société civile. Bien que la GDT soit intégrée dans le PDC de Tikaré, la commune n'a jamais porté elle-même de projet dans cette thématique.

A l'issue des 5 jours, les participants à la form'action ont donc construit collectivement les bases de leur projet opérationnel de réhabilitation et de reboisement d'un site menacé d'érosion, situé à proximité de la mairie. Le projet prévoit d'y restaurer les sols dégradés en réalisant des aménagements permettant la récupération des eaux de surfaces. Le projet permettra également de planter des arbres fruitiers. Au-delà de l'intervention en matière de GDT, la commune souhaite faire de ce site,

classé comme espace vert, un espace ombragé de rencontre et de détente pour les habitants. Pour garantir la réussite du projet et l'implication de la population, la commune de Tikaré prévoit d'y inclure un plan de communication et de sensibilisation, recourant notamment aux causeries éducatives et aux débats, ainsi que l'installation de panneaux de sensibilisation sur le site.

Les form'actions tests ont aussi lieu au Sénégal (commune de Sakal) avec les partenaires d'ENDA Energie et de l'Agence Régionale de Louga, et au Tchad (commune de Mao) avec les partenaires de LEAD Tchad. Dans les 5 cas, les communes ont pu élaborer une trame de document de projet qui est aujourd'hui en phase de finalisation. Sur cette base, le réseau poursuivra son accompagnement de la commune pour rechercher des financements sur ces projets.

FLEUVE : INFORMER, COMMUNIQUER, MOBILISER... LES RADIOS RURALES DANS LA GESTION DURABLE DES TERRES

« On dit chez nous, que celui qui n'est pas informé est plus qu'un aveugle »

Proverbe Tchadien, Jean de Dieu Djasnan Djeraibaye, PNUD

Les médias communautaires en milieu rural, et en particulier les radios, sont des outils de développement indispensables. Les radios atteignent en effet des populations dispersées sur de vastes territoires ; touchant tous les acteurs dans des zones rurales où l'illettrisme est encore important, elles permettent d'impulser des changements de comportement.

Les radios rurales ont donc tout leur rôle à jouer dans la communication, la sensibilisation et la mobilisation des populations au sein de projets de GDT.

Lors de l'atelier régional de Ouagadougou (septembre 2016), des représentants de radios locales ont accompagné les secrétaires généraux des communes invitées du Sénégal, Mali, Tchad, Niger et Burkina Faso.

Ensemble, ils ont conçu une feuille de route pour la réalisation d'une activité de communication via les radios rurales. Ces activités ont été mises en œuvre par les communes et leurs radios aux mois de mars et avril 2017, avec l'accompagnement du projet FLEUVE et des réseaux de la société civile ReSaD, RADDO et Drynet. La diversité des sujets traités et des formats d'émission reflète le potentiel des radios rurales pour soutenir les projets de gestion durable des terres et de lutte contre la désertification.

• Au Burkina Faso, la commune de Ouahigouya et la radio 'Voix du paysan' ont réalisé un magazine sur la protection des barrages et

berges de la commune, et sur la gestion de la ressource en eau entre les différents utilisateurs. Les journalistes ont donné la parole aux acteurs concernés sur le territoire : OSC, agriculteurs et éleveurs, membres de comités locaux de l'eau, services techniques et élus. La commune de Ouahigouya a notamment pu émettre des conseils pratiques et ses attentes vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles.

• La commune de Tajaé au Niger et sa radio locale ont organisé une conférence radio diffusée, avec l'appui du CNCOD. Un expert technique a été sollicité pour présenter les conséquences de la coupe abusive du bois dans la commune et l'importance d'adopter une gestion communautaire des ressources forestières. Il a ensuite dialogué et répondu aux interrogations de la vingtaine de personnes composant le public parmi lesquels des bucherons, des agriculteurs, des éleveurs, des femmes, des jeunes et des membres des clubs radio de la commune. Ces échanges, qui se sont déroulés en Haoussa, ont ensuite été retransmis durant 4 mois dans le cadre d'émissions-débats faisant intervenir des auditeurs.

• Les communes de Gavinané et Youri au Mali sont constituées en intercommunalité, afin de mettre en commun leurs forces et ressources pour leur développement. Elles ont donc naturellement collaboré pour la réalisation de deux tables-rondes radiophoniques avec leurs radios respectives, l'une en langue Peul et l'autre en Soninke. Le même sujet de la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs a été traité par les deux communes, donnant la parole aux différents acteurs des territoires : élus, services techniques, chefs de village, agriculteurs et éleveurs... Cette problématique est particulièrement importante pour les deux communes dont la population mêle agriculteurs et éleveurs transhumants, mais où les ressources naturelles sont menacées. Les tables-rondes ont été diffusées juste avant l'hivernage, au moment où démarrent les travaux des champs, et où les conflits sont les plus exacerbés.

• A Tessékéré au Sénégal, les radios Ferlo.fm, Pinal.fm et Adid ont collaboré avec les collectivités pour réaliser une table-ronde sur la dégradation ressources naturelles, dans le contexte particulier d'une zone ou l'élevage domine.

• Enfin, au Tchad, c'est une série de 5 épisodes de théâtre radiophonique qui ont été réalisés dans la commune de Mao, pour sensibiliser sur l'ensablement des ouadis dû à la déforestation.



Reportage radio à Mao, Tchad



Photo de groupe des participants du Sommet international Désertif'actions 2017

Le ReSaD continue à mobiliser ses membres et partenaires en vue de préparer et participer aux discussions de la conférence des parties de la CNULD. Cette année, la 13^{ème} COP est organisée par la Chine, du 6 au 16 septembre, à Ordos (Mongolie intérieure).

Réalisation d'ateliers de concertation dans les 4 pays

Les quatre plateformes du ReSaD ont réuni leurs membres lors d'ateliers nationaux de concertation, pour dégager des positions qui seront portées par les représentants des plateformes lors de la COP. Ces ateliers, ont en préalable permis d'informer les membres des plateformes, sur ce qu'est la COP, ses enjeux, et les actualités qui y seront discutées, telles que la nouvelle stratégie de la CNULD ou encore la Neutralité en matière de Dégradation des Terres. Tous les membres des plateformes, bien qu'ils soient experts sur le terrain, de la LCD, n'ont pas la possibilité de se rendre à ces rencontres de haut-niveau que sont les COP, pour y exprimer et défendre leurs visions stratégiques sur la LCD. Néanmoins, le ReSaD leur donne l'opportunité, via ces cadres de concertation préparatoires, de s'impliquer dans l'organisation de la participation de la société civile.

Au Burkina Faso et au Niger, ces ateliers ont été organisés avec le soutien des Ambassades de France. Le partenariat avec le SPONG, au Burkina Faso, date déjà de plusieurs années, et la plateforme bénéficie d'un soutien renouvelé. Pour le CNCOD, au Niger, l'appui de l'Ambassade de France est une première, et témoigne de la reconnaissance croissante du ReSaD dans le pays. Les principales positions dégagées sont détaillées ci-dessous par pays.

AU MALI

A Bamako, une trentaine de membres du GCOZA se sont réunis les 9 et 10 juin, pour préparer la COP13. Le cadre des discussions a été posé par M. Deme de l'AEDD, qui a présenté les concepts clés concernant le changement climatique, la désertification, la sécheresse, la dégradation des terres et la NDT. Les échanges entre les participants leur ont permis de formuler des positions et recommandations, notamment en ce qui concerne la NDT. La société civile malienne ne maîtrise pas encore suffisamment ce concept, et elle demande que les capacités des organisations soient renforcées afin d'améliorer la prise en compte de la NDT dans les programmes et projets portés par les OSC. Par ailleurs, que ce soit sur la NDT ou sur les thématiques liées à la GDT et aux changements climatiques, la Société Civile malienne recommande d'améliorer la coopération entre les différents acteurs et secteurs (Etat, PTF, recherche, population, OSC).

AU NIGER

L'atelier préparatoire organisé par le CNCOD à Niamey, les 7 et 8 août 2017 a pris la forme d'un espace de concertation entre les organisations de la société civile et les institutions nationales, entre autres l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte et le Comité National pour l'Environnement et le Développement Durable. En travaux de groupes, les OSC ont se sont concertées sur leur contribution dans l'élaboration d'un cadre de politique de résilience, d'adaptation et de gestion de la sécheresse ; et d'autre part sur leurs contributions à la création d'espaces de dialogue au niveau des conseils municipaux. Des positions ont également été formulées sur les sujets du genre et du foncier au Niger ainsi que sur la contribution des OSC à l'atteinte des cibles de NDT. Un document de position sera tiré de cet atelier et diffusé par les représentants du CNCOD lors de la COP13.

EN FRANCE

Inédit par son caractère, Désertif'actions a fait se rencontrer 200 participants représentant une trentaine de pays pour développer un dialogue pérenne entre les communautés d'acteurs de la lutte contre la dégradation des terres et du climat.

De nombreux points de convergence et de synergie possibles ont été identifiés, dessinant ainsi une feuille de route des actions à mener sur le terrain et les messages politiques à porter lors des prochaines rencontres

internationales, notamment lors de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à Ordos en Chine (COP13) en septembre et la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn en Allemagne (COP23) en novembre. Le forum a permis de réaliser plusieurs sessions en plénières et douze ateliers, certains en parallèles, sur des thèmes tels que les multiusages de l'eau, la contribution des ONG aux objectifs nationaux de neutralité, la gestion foncière dans les territoires, les alternatives à l'utilisation des ressources en bois, etc.

Le GTD a été fortement impliqué dans cet événement, avec une dizaine de membres qui ont participé et/ou contribué aux plénières et ateliers. Les autres plateformes du ReSaD ont elles aussi contribué et sont venues en nombre des différents pays (plusieurs membres de chaque plateforme étaient présents).

Après la tenue des 12 ateliers, le constat clair : il existe un " engagement fort des populations locales à être plus résilientes, comme le rappelle Sylvestre Tiemtore (Burkina Faso) du SPONG/RESAD en clôture de l'événement : " Là où hier il n'y avait que du désespoir, aujourd'hui il y a du génie".

AU BURKINA FASO

Au SPONG, les 8 et 9 juin, les échanges ont porté sur des sujets qui seront discutés par les parties au mois de septembre, tels que la Neutralité en matière de Dégradation des Terres (NDT). Sur cette question, les organisations de la société civile se sont engagées à s'impliquer dans la mise en œuvre de la NDT, en commençant par informer les populations sur ce concept et sur les objectifs, pris par l'État, à atteindre d'ici 2030. Afin que le programme national d'atteinte de la NDT ne soit pas une coquille vide, la société civile insiste sur la nécessité d'un environnement institutionnel propice, permettant entre autres de mobiliser des financements. Par ailleurs, le cadre de concertation a permis de mettre en lumière que la GMV au Burkina Faso est un cadre pertinent pour la mise en œuvre de la NDT. Il existe en effet une convergence d'objectifs et une cohérence géographique : les zones sensibles identifiées dans la situation de référence de la NDT sont situées sur le tracé de la GMV. Enfin, au sein de la GMV, il existe des cadres institutionnels déjà fonctionnels qui peuvent être mis à contribution pour la mise en œuvre de la NDT.



Discours de Roukiattou Ouedraogo (SPONG) à la Journée Mondiale de lutte contre la désertification, le 15 juin

Suite au cadre de concertation, pour préparer la COP13, une trentaine de membres du SPONG s'est de nouveau réunie pour accueillir M. Marcos Montoiro, chargé de liaison de la CNULCD auprès des OSC et ONG. La rencontre s'est tenue le 13 juin, elle a notamment permis de présenter à M. Montoiro les positions produites en vue de la COP13. Il a souligné la pertinence des thématiques abordées, et a informé les représentants de la société civile sur les différentes opportunités pour présenter ces positions lors de la COP tels que la revue ECO du panel de la société civile, les événements parallèles ou bien les espaces de discussions des délégations nationales. Ce dernier point est important, car il peut s'agir pour les OSC d'intervenir auprès des pays avant qu'ils participent aux discussions officielles de la COP

JOURNEE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

Le 15 juin, plusieurs membres du SPONG ont été invités à participer à la Journée Mondiale de la Désertification. Cette journée, s'est déroulée en deux temps : un colloque de haut niveau sur l'initiative 3S « soutenabilité, stabilité, sécurité » puis une cérémonie officielle de célébration de la journée, placée sous le thème « Notre Terre, Notre Maison, Notre Futur ».

Le colloque de haut niveau a fait dialoguer des représentants institutionnels de plus d'une quinzaine de pays (dont les ambassadeurs de France et de l'UE au Burkina Faso), dont les interventions ont étayé ou illustré chacun des 3 S.

A la fin du colloque, une intervention de la société civile a été possible, et c'est Mme Roukiattou Ouedraogo, chargée de plaider au SPONG, qui s'est exprimée, pour démontrer la confiance de la société civile en ce qui concerne la LCD, car elle peut témoigner qu'avec des engagements et du soutien, il est possible de changer les choses sur le terrain. Pour cela, Roukiattou Ouedraogo a rapporté le témoignage d'une agricultrice du village de Sidogo, qui était fière de montrer ses parcelles. Grâce au soutien de l'ONG APIL, membre du SPONG-reSaD, dans ce village, la population a pu récupérer beaucoup de terres dégradées et en confier une partie aux femmes. Les jeunes qui auparavant migraient vers les villes, reviennent aujourd'hui pour soutenir leurs parents, car ils ont vu qu'avec des techniques telles que le zaï, les demi-lunes ou les cordons pierreux, il est possible de restaurer les terres et d'améliorer les productions. Dans le village de Sidogo, les productions permettent maintenant de subvenir aux besoins en alimentation de la population, mais également d'en vendre une partie. Roukiattou Ouedraogo conclut en appelant les partenaires étatiques et financiers à regarder de près ces initiatives et à les soutenir. Les engagements financiers pris doivent être tenus, notamment la promesse de mobiliser 100 millions de dollars pour le changement climatique.

La cérémonie officielle qui a clôturé la journée s'est tenue en présence des présidents des républiques du Burkina Faso, du Mali et du Niger ; ainsi que de la secrétaire exécutive de la CNULD, Mme Monique Barbut.

SENSIBILISER À LA GDT PAR LA MUSIQUE !

Au Sahel, les jeunes comptent parmi les premiers concernés par la désertification : ils sont en effet les héritiers des terres. Cependant, beaucoup de jeunes, issus du milieu rural, délaissent l'agriculture et quittent leurs villages pour la ville, en espérant y trouver un emploi.

Le SPONG s'est alors lancé dans la réalisation d'un morceau et d'un clip de sensibilisation à la GDT, avec un jeune artiste burkinabé, Joey le Soldat. Ce morceau sera un outil à même de toucher les jeunes, pour leur faire prendre conscience de l'importance des terres et de leur préservation. Il sera mis à disposition des membres du ReSaD, qui pourront l'utiliser dans leurs activités de sensibilisation et amorcer le dialogue avec les jeunes, afin qu'ils donnent leur vision du monde rural de demain.

Pour le ReSaD, la réalisation de ce morceau de sensibilisation est un projet pilote qui sera capitalisé afin d'être poursuivi avec la réalisation d'un album, en collaboration avec des musiciens des trois pays du réseau.

Le financement du premier morceau a fait appel à un crowdfunding conduit en mars et en avril 2017. Les fonds collectés ont soutenu la composition et l'enregistrement du morceau en studio. En novembre, le clip sera tourné avec le soutien du projet FLEUVE.



Joey le Soldat, Burkina Faso

Le morceau, composé et chanté par Joey le Soldat, en français et en mooré, parle de la dégradation des ressources naturelles due à l'exploitation humaine. Il appelle à se tourner vers les associations qui accompagnent les agriculteurs pour gérer durablement leurs terres en adoptant des pratiques agricoles adaptées.

Le clip de Joey le Soldat sera bientôt disponible sur le site www.resad-sahel.org

La délégation ReSaD à la COP13

La 13^{ème} Conférence des Parties (COP13) de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULD) se tiendra du 4 au 15 septembre 2017 à Ordos en Mongolie Intérieure (Chine).

Le réseau contribuera aux side event suivants :

6 SEPTEMBRE

- Side event CARI/ReSaD - MET 05 : Présentation du module de form'action sur le montage de projets de GDT à destination des collectivités locales

7 SEPTEMBRE

- Side event ICON SLM, DNI, CARI / ReSaD - MET 06 : Land degradation Neutrality, some perspective for action

8 SEPTEMBRE

- Side event UAC, UA NEPAD, GGWISS, CARI / ReSaD - MET 06 : The Great Green Wall Initiative for the Sahara and the Sahel : key results and perspectives
- Side event CARI - Danaya / GTD - MET 13 : Territorial planning: leverage to combate desertification



United Nations
Convention to Combat
Desertification

Retrouvez plus d'informations sur la COP13 sur le site de la CNULD: www2.unccd.int/cop13

Atelier Mauritanie

Dans le cadre du projet "Closing the gap" porté par l'IUCN et le PNUE, financé par le FEM, le ReSaD doit réaliser plusieurs activités d'ici la fin de l'année. Un premier atelier va être organisé en Mauritanie, fin octobre-début novembre (dates à préciser), sur le thème du pastoralisme transfrontalier et de la gestion durable des terres et des paysages. Une formation sera aussi organisée au Sénégal, début décembre, sur l'intégration de la gestion durable des terres dans la planification territoriale. Des participants venus de 5 pays seront conviés à cette formation. Elle sera suivi d'une séance d'appropriation du module de form'action, ce qui viendra compléter le travail de diffusion engagé par le réseau. Les dates sont elles aussi à préciser ultérieurement.



Rédaction : Manon Albagnac, Assistante Coordination, projet.resad@gmail.com

Adeline Derkimba, Coordinatrice ReSaD / Animatrice GTD, adeline@cariassociation.org



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courreau - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org
www.resad-sahel.org



Le ReSaD est un réseau coordonné par l'association CARI

Membres



LE GROUPE
DE COORDINATION
DES ZONES ARIDES



Partenaires



THE GLOBAL
MECHANISM
United Nations Convention
to Combat Desertification